

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à la Partie III

Déposée par MM. Haenel, membre titulaire, et Badinter, membre suppléant

Article A : Abrogation des Traités antérieurs

A la date d'entrée en vigueur du Traité constitutionnel, le Traité instituant la Communauté européenne du 25 mars 1957, l'Acte unique du 17 février 1986, le traité sur l'Union européenne du 7 février 1992, ainsi que les traités d'Amsterdam du 2 octobre 1997 et de Nice du 26 février 2001 sont abrogés. Les actes et traités qui figurent en Annexe sont aussi abrogés.

Article B : Continuité juridique par rapport à la Communauté européenne et à l'Union européenne

L'Union européenne succède aux Communautés européennes et à l'Union dans tous les droits et obligations de celles-ci, qu'ils soient internes ou résultent d'accords internationaux, nés avant l'entrée en vigueur du Traité constitutionnel en vertu des traités, protocoles et actes antérieurs, y compris tous les éléments du patrimoine actif et passif des Communautés et de l'Union, ainsi que leurs archives.

Les dispositions des actes des Institutions de l'Union, adoptés en vertu des Traités et actes mentionnés au premier paragraphe, demeurent en vigueur dans la mesure où elles sont compatibles avec la Constitution. La jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes est maintenue en tant que source d'interprétation privilégiée de la Constitution et des actes avant son entrée en vigueur.

Article C : Champ d'application

1. Le traité constitutionnel s'applique au Royaume de Belgique, au Royaume de Danemark, à la République fédérale d'Allemagne, à la République hellénique, au Royaume d'Espagne, à la République française, à l'Irlande, à la République italienne, au Grand-duché de Luxembourg, au Royaume des Pays-Bas, à la République d'Autriche, à la République portugaise, à la République de Finlande, au Royaume de Suède et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et ...
2. Le traité constitutionnel est applicable aux départements français d'outre-mer, aux Açores, à Madère et aux îles Canaries conformément à l'article de la Partie II.
3. Les pays et territoires d'outre-mer dont la liste figure à [l'annexe II du TCE] font l'objet du régime spécial d'association défini dans [la quatrième partie du TCE] partie du traité constitutionnel.

Le traité constitutionnel ne s'applique pas aux pays et territoires d'outre-mer entretenant des relations particulières avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord qui ne sont pas mentionnés dans la liste précitée.

4. Le traité constitutionnel s'applique aux territoires européens dont un État membre assume les relations extérieures.

5. Le traité constitutionnel s'applique aux îles Åland conformément aux dispositions figurant au protocole n° 2 de l'acte relatif aux conditions d'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède.

6. Par dérogation aux paragraphes précédents :

- a) le traité constitutionnel ne s'applique pas aux îles Féroé ;
- b) le traité constitutionnel ne s'applique pas aux zones de souveraineté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Chypre ;
- c) le traité constitutionnel n'est pas applicable aux îles anglo-normandes et à l'île de Man que dans la mesure nécessaire pour assurer l'application du régime prévu pour ces îles par le traité relatif à l'adhésion de nouveaux États membres à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique, signé le 22 janvier 1972.

Article D : Unions régionales

Le Traité constitutionnel ne fait pas obstacle à l'existence et à l'accomplissement des unions régionales entre la Belgique et le Luxembourg, ainsi qu'entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, dans la mesure où les objectifs de ces unions régionales ne sont pas atteints en application du Traité constitutionnel.

Article E : Protocoles

Les protocoles annexés au présent traité en font partie intégrante.

Article F : Procédure de révision du Traité constitutionnel

Le gouvernement de tout État membre, ou la Commission, peut soumettre au Conseil des projets tendant à la révision du Traité constitutionnel. Ces projets sont notifiés aux Parlements nationaux.

Si le Conseil, après avoir consulté le Parlement européen et, le cas échéant, la Commission, émet un avis favorable à la réunion d'une conférence des représentants des gouvernements des États membres, celle-ci est convoquée par le président du Conseil en vue d'arrêter d'un commun accord les modifications à apporter au Traité constitutionnel. Dans le cas de modifications institutionnelles dans le domaine monétaire, le Conseil de la Banque centrale européenne est également consulté.

Pour assurer la préparation de la conférence, le Conseil nomme une convention à laquelle participent des membres des parlements nationaux, du Parlement européen et de la Commission, ainsi que des représentants des gouvernements des États membres. Le Conseil, statuant à l'unanimité, peut toutefois constater qu'un projet de révision ne nécessite pas la désignation d'une convention pour préparer la conférence.

Les amendements entreront en vigueur après avoir été ratifiés par tous les États membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

Article G : Adoption, ratification et entrée en vigueur du Traité constitutionnel

1. Le Traité constitutionnel sera ratifié par les Hautes Parties Contractantes, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. Les instruments de ratification seront déposés auprès du gouvernement de la République italienne.

2. Le Traité constitutionnel entrera en vigueur le ..., à condition que tous les instruments de ratification aient été déposés, ou, à défaut, le premier jour du mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification de l'État signataire qui procédera le dernier à cette formalité.

~~3. Si à l'issue d'un délai de deux ans à compter de la signature du Traité constitutionnel, les quatre cinquièmes des États membres ont ratifié le Traité constitutionnel et qu'un ou plusieurs États membres ont rencontré des difficultés pour procéder à ladite ratification, le Conseil européen se saisit de la question.~~

Article H : Durée

La Traité constitutionnel est conclu pour une durée illimitée.

Article I : Langues

Le Traité constitutionnel rédigé en un exemplaire unique, en langues allemande, anglaise, danoise, espagnole, française, finnoise, grecque, irlandaise, italienne, néerlandaise, portugaise, suédoise, et ..., les textes établis dans chacune de ces langues faisant également foi, sera déposé dans les archives du gouvernement de la République italienne, qui remettra une copie certifiée conforme à chacun des gouvernements des autres États signataires.

Explication éventuelle :

- Article F : Le groupe de travail IV sur le rôle des parlements nationaux a émis comme première recommandation l'inscription, dans le futur traité constitutionnel, du principe de la Convention en tant que mécanisme préparatoire pour les modifications futures du traité. L'amendement reprend ce principe en l'assortissant d'une exception, destinée à s'appliquer aux révisions techniques ou d'ampleur limitée : il permet au Conseil de constater, à l'unanimité, qu'il n'y a pas lieu de convoquer une convention.

- Article G § 3 : Si l'on comprend bien le souci du présidium de prendre en compte les difficultés auxquelles pourraient se heurter certains États pour ratifier le traité constitutionnel, ce n'est pas dans une disposition de celui-ci que l'on trouvera la solution au problème. Par hypothèse, cette disposition n'entrera en vigueur qu'avec le traité lui-même, ce qui suppose que celui-ci ait été ratifié par tous les États... Le problème envisagé par l'article G § 3 doit donc faire l'objet d'une déclaration politique et ne peut être résolu par une disposition spécifique du traité.